

# Le Journal pour Tous

www.yverdonpourtous.ch

Un journal pour les habitants d'Yverdon et région

## YVERDON POUR TOUS



### Les Yverdonnois sont-ils vraiment écoutés?

Chères Yverdonnoises,  
Chers Yverdonnois,

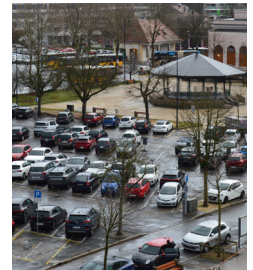
Si vous aspirez au changement, si vous avez le sentiment d'être dirigés par des autorités qui ne vous écoutent plus, l'occasion unique de faire entendre votre voix s'offre à vous aujourd'hui.

Ma candidature incarne ce changement, mais ce changement ne peut se réaliser sans vous. Si vous voulez une nouvelle dynamique pour notre ville, je vous invite à

m'élire dès le premier tour, avec une majorité absolue, le 9 février. Votez et encouragez votre entourage à faire de même.

Ensemble, nous pouvons transformer Yverdon, mais seul, je ne pourrai rien accomplir. Votre engagement est indispensable pour bâtir une ville forte, unie et à l'écoute de ses habitants.

Faisons briller notre ville, ensemble. Ramenons la lumière à Yverdon!



Combines politiques : on vous dit tout sur le parking

Pages 4-5



Le père de mon enfant est un trafiquant de drogue

Pages 18



Politique de la drogue : aider les gens à s'en sortir

Pages 16-17



Comment les intolérants se sont imposés à Yverdon

Pages 6-7



Il balance tout!

Entretien avec l'ex-syndic

Pages 8-11

# Ecouter les Yverdonnois

Ramenons la lumière à Yverdon



**J'ai décidé d'écrire le présent journal afin de communiquer le plus directement avec tous les Yverdonnois, de résumer les coulisses de certains évènements politiques et de donner la parole à des gens qu'on n'écoute pas ou plus.**

Durant mes années de Conseil communal, j'ai malheureusement eu à constater une forme de dérive de la classe politique, une tendance à s'éloigner de la population qu'elle est censée servir.

On assiste presque à la formation d'une société parallèle, comme à l'époque où l'aristocratie gouvernait pour les roturiers.

On assiste également à un creusement du fossé entre la ville et la campagne, ce qui est particulièrement triste dans une ville comme Yverdon-les-Bains, qui est et restera toujours une ville à la campagne.

Je suis né et j'ai grandi dans cette ville et même si par

moment j'en suis parti, parfois même j'ai été déçu et fâché, notamment lors des votes sur le nuage de l'Expo ou le téléskinautique, je suis toujours revenu dans la ville de mes racines.

Alors que j'avais décidé de quitter cette ville pour refaire ma vie à l'île Maurice, loin des problèmes que tentait de me créer une classe politique que je dérange, il y a une chose que j'ai compris quand la fin de vie de ma Grand-Maman m'a fait revenir ici en juin 2024.

J'ai compris que cette ville, ce n'est pas sa classe politique et les habitants de cette ville méritent qu'on les écoute et qu'on se batte pour eux. J'ai reçu quotidiennement tant de messages de soutien de tellement de gens que je ne connaissais pas, mais qui appréciaient que je prenne des risques pour la ville que j'aime et ses habitants. J'ai aussi compris que si j'ai la chance de pouvoir décider de refaire

ma vie au bout du monde, beaucoup de gens n'ont pas ce choix et ne méritent pas d'être abandonnés.

Je remercie donc tous ces gens, qui tous les jours m'abordent pour discuter ou me remercier depuis que je suis rentré. Je vous remercie donc VOUS et si vous n'avez pas encore osé m'aborder, n'hésitez pas à saisir l'occasion la prochaine fois que vous me croiserez. C'est vous qui m'avez convaincu de faire ce que j'avais toujours dit et pensé que je ne ferais jamais : me présenter à la Municipalité.

Mon élection est maintenant entre vos mains. Si vous voulez du changement à Yverdon, votez et faites voter autour de vous dès le 1er tour pour le candidat N°1 sur la liste. Merci à tous.

Retrouvez mon programme en scannant le QR code



Ruben Ramchurn

# Le kiosque à musique fête ses 100 ans



## OCCUPONS-LE!

C'est en 1925 que le kiosque à musique a été construit à Yverdon. Ce pavillon situé derrière le Casino était destiné aux fanfares et aux chœurs locaux à une époque où on cherchait à animer les espaces publics.

Aujourd'hui il est rare que des musiciens s'y produisent encore, ils ont été remplacés par des dealers de drogue. C'est l'un des deux endroits d'où les trafiquants sont coordonnés, sa position surélevée offrant une vue imprenable sur la place d'Armes et permet d'avertir de l'arrivée de la police. C'est donc un lieu très apprécié des chefs du deal de rue à Yverdon, l'autre étant du côté de la gare.

«L'expérience Kipole» en 2024 a particulièrement ancré dans les esprits l'association de ce lieu avec le trafic de drogue, à tel point que le lieu a été délaissé lors de la dernière fête de la musique et seul les courageux (et non subventionnés) organisateurs du FestYMalt ont réussi à temporairement reprendre le terrain. Bravo à eux.

En 2025, profitons des 100 ans de cet endroit pour le rendre à la musique et à toute la population. Pourquoi ne pas y proposer un mandat à un restaurateur pour un lieu de dance estival, voir une sorte de discothèque saisonnière en plein air? On pourrait affecter au projet les locaux du kiosque rouge, qui sont

abandonnés depuis la fermeture de la Kipole.

Et pourquoi ne pas frapper d'interdiction de périmètre selon le règlement de police ceux que l'on sait organiser le trafic de drogue, mais sans jamais en avoir sur eux? S'il paraît que les interdictions de périmètre sont difficiles à appliquer dans la gare, elles ne le sont pas à cet endroit.

«Aujourd'hui il est rare que des musiciens s'y produisent encore, ils ont été remplacés par des dealers»

# La saga du parking: le serpent de mer yverdonnois

Cela fait plus d'un demi-siècle qu'on parle de faire un parking sous-terrain sous la place d'Arme à Yverdon afin de faire disparaître les voitures de la surface. Est-ce que ce projet verra le jour une fois? Est-il encore réaliste? Est-ce qu'on arrivera encore à convaincre d'investir à Yverdon? Retour sur l'histoire de la Place d'Armes et sur les événements des trois dernières législatures.



La Place d'Armes est un des espaces centraux et emblématiques de notre ville, situé entre le centre historique et la gare CFF et sa zone industrielle. Son nom nous vient de son usage historique, comme place utilisée pour des rassemblements et des manœuvres militaires.

## La «place de la magie en poudre»

C'est donc un espace d'histoire et de modernité qui a évolué avec notre ville, du moins sa période récente, puisque ce sont les corrections successives des eaux du Jura qui ont permis de sortir cet espace du lac. Avant, le rivage du Lac de Neuchâtel se situait vers la rue des Remparts. Historiquement la Place d'Armes appartient donc plutôt aux poissons et aux

plongeurs.

La fin du XIX<sup>ème</sup>, puis le début du XX<sup>ème</sup> verront les constructions successives du Casino, du Collège et du kiosque à musique. Kiosque à musique d'ailleurs récemment supprimé de Google Map après que des plaisantins aient renommé l'endroit «place de la magie en poudre». Il est vrai que l'on n'entend pas très souvent jouer les musiciens qui occupent aujourd'hui l'endroit.

## Un parking depuis les années 60

C'est dans les années 60 que la place a été transformée en parking et c'est depuis cette époque que

l'on parle de construire un parking sous-terrain afin de faire disparaître les véhicules en sous-sol. En 1981, la construction du Jardin Japonais a amené un espace de verdure et de fraîcheur au milieu des parkings, un espace depuis resté emblématique de notre ville et apprécié partoutes les générations et même loin de la Suisse, puisque notre parc attire depuis quelques années une nouvelle forme de tourisme, diversement appréciée.

Au début des années 2010, sous une Municipalité et un Conseil communal à majorité de gauche (puisque pour

«Notre parc attire depuis quelques années une nouvelle forme de tourisme, diversement appréciée.»



certaines cette dénomination fait encore sens... nous y reviendront - voir page 6), un crédit d'étude de 2 millions était voté (PR12.13PR) afin de lancer un projet de requalification de la surface et de trouver un investisseur pour construire et gérer un projet de parking souterrain de 1000 places, afin de «restaurer l'attractivité du centre-ville d'Yverdon-les-Bains» et de suivre la croissance démographique de la population.

A cet effet furent lancé une démarche participative auprès de la population, un concours de projet pour le réaménagement de surface et un appel d'offre pour le partenariat public-privé. Il en résultat le projet de surface qui fût affiché jusqu'à récemment à la

gare.

### **75 ans, c'est tout?**

Durant la législature suivante, alors que l'alternance politique s'était faite encore une fois à Yverdon et qu'une majorité de «droite» (vieux concept, mais utile pour raconter l'histoire) était désormais en place, la nouvelle majorité a décidé... de continuer le projet de la Municipalité de gauche en reprenant tel quel ce qui avait été fait et ainsi fût émit le préavis PR18.26PR qui proposait la réalisation du parking avec un promoteur qui en réalisait la construction à ses frais en échange de l'exploitation du parking pour une durée de 75 ans avec un plafonnement du prix du stationnement à 2 francs l'heure. Après les 75 ans, l'ouvrage redevenait propriété pleine et

entière de la ville.

Un deal formidable qui aurait dû enthousiasmer ceux qui avaient lancé le projet, puisque toute ce qu'ils avaient annoncé était là et le projet de surface était strictement conforme au projet issu de la démarche de la Municipale Verte en charge de l'urbanisme sous la précédente législature. Malheureusement... c'est là que le projet commença à devenir otage des petits arrangements politiques au service d'ambitions personnelles...

La suite de la saga du parking aux pages 12-13 et 19-20

Retrouvez aussi d'autres articles sur notre site internet



# Comment les intolérants se sont imposés à Yverdon

Comment expliquer qu'une ville dirigée par un syndic socialiste plutôt connu pour sa pondération, passant même pour un centriste, à tel point que l'extrême-gauche dit qu'il est de droite, suit aujourd'hui une politique de gauche radicale sans concession?



Le célèbre philosophe et mathématicien Nassim Nicolas Taleb nous fournit la réponse dans le deuxième chapitre de son livre «Jouer sa peau: Asymétries cachées dans la vie quotidienne» aux éditions Les Belles Lettres.

Taleb y explique que lorsqu'une minorité est intolérante (ou très intransigente) et que la majorité est plus flexible, la minorité finit souvent par imposer ses préférences à l'ensemble. C'est ce qu'il appelle la «dictature de la minorité» : la majorité préfère s'adapter plutôt que lutter contre l'exigence rigide de la minorité, ce qui conduit à la généralisation des choix de cette minorité.

Ainsi les plus extrémistes finissent par s'imposer, en particulier en présence d'une asymétrie et c'est précisément ce qui s'est passé à Yverdon.

«C'est ainsi que Pierre Dessemontet s'est retrouvé à devoir changer radicalement de position.»

A partir du moment où un camp a remporté tout le pouvoir en faisant une alliance très large, si sa partie modérée est tolérante et a des préférences peu affirmées, ou que tout simplement la seule chose qui compte vraiment pour elle c'est d'exercer le pouvoir, les intolérants vont pouvoir imposer leur vue.

C'est ainsi que Pierre Dessemontet s'est retrouvé à devoir changer radicalement de position. Lors de la précédente législature il fût le principal protagoniste de gauche de l'accord entre le Parti Socialiste et le PLR pour la réalisation d'un parking de 1000 places sous la Places d'Armes et il avait alors ferrailé dur contre

son propre camp pour obtenir le soutien à cet accord au Conseil communal.

Obtenir une majorité en 2021, l'a obligé à faire une coalition de gauche large avec l'extrême-gauche, une coalition où la tolérance est asymétrique, problème qui se pose moins avec une coalition centriste.

Pour obtenir le pouvoir, il a dû se soumettre à une minorité intransigente du camp de gauche qui incarne des idées partagées par guère plus de 3% de la population. Obéir à son extrême, c'était le seul moyen pour lui d'éviter des conflits



dans le camp qu'il a réuni pour obtenir le pouvoir, mais aussi le choix logique, car si son pouvoir en dépend, son «coût d'adaptation» est comparativement bien plus faible. Le même phénomène avait été observé avec François Hollande et sa coalition de gauche trop large pour être gouvernable, ce qui lui avait valu le titre de capitaine de pédalo.

### **Des schémas stériles**

Nous ne sortirons de ce type de schéma que si l'on arrive à sortir des conflits stériles gauche-droite qui ne sont pas le fruit de personnes pragmatiques, mais sont plutôt imposés par la logique des partis politiques, eux-mêmes pour des raisons qui servent des agendas Cantonaux ou fédéraux, mais qui sont absurdes à l'échelle

d'une ville comme la nôtre. C'est ainsi qu'on a par exemple vu la gauche yverdonnoise s'opposer aux transports publics gratuits le samedi, alors qu'en coulisse les gens disaient souvent être d'accord, mais la logique de parti empêchait de soutenir l'idée car elle était venue de l'UDC. Ou alors il ne fallait pas la soutenir, car le Parti Socialiste avait dans son tiroir une autre forme de gratuité des transports publics, probablement inapplicable, mais c'est un détail dès lors qu'on peut mettre à son bilan des promesses et des in-

tentions.

Tout ces combines de partis politiques ne servent pas les intérêts de notre ville. Les Yverdonnois se tapent bien de l'agenda des partis politiques et des ambitions des élus. Il est temps de faire de la politique autrement, libéré de ces vieux clivages politiques obsolètes et nuisibles, il est temps de faire de la politique POUR TOUS et plus de la politique pour les partis politiques ou les ambitions personnelles.

[Lire l'article page 14](#)  
[«Comment ne jamais être responsable»](#)

**«On a vu la gauche yverdonnoise s'opposer aux transports publics gratuits le samedi, alors qu'en coulisse les gens disaient souvent être d'accord,»**

# Entretien sans filtre avec notre ancien Syndic

Interview

Le précédent Syndic a longtemps été critiqué par ceux qui dirigent aujourd'hui. Ils avaient promis de faire différemment et mieux. S'ils ont fait différemment, ont-ils vraiment fait mieux? Le «fantôme de Carrard» semble encore les hanter, au point de vouloir effacer toute trace de son passage. Pourtant, Jean-Daniel Carrard est bien vivant et nous livre une interview sans filtre.



Jean-Daniel Carrard,  
ex-syndic

**Bonjour Monsieur Carrard et Bonne Année. Pour commencer cette interview, comment allez-vous depuis que vous avez quitté la Municipalité d'Yverdon?**

Très bien merci, et plutôt détendu!

**On imagine que si vous aviez démissionné, c'était que soit vous ne pouviez plus travailler avec cette Municipalité, soit vous ne vouliez pas être assimilé à leur bilan. Pouvez-vous nous en dire plus sur les raisons exactes de votre démission?**

J'ai travaillé 20 ans à l'Exécutif dont 6 comme syndic, avec des Exécutifs à majorité de droite et de gauche. Mais je n'avais jamais été confronté à la situation d'après ma syndication, c'est-à-dire à un non-respect des décisions et des engagements pris, à savoir des projets et des contrats que j'avais par ailleurs signé

au nom de la Municipalité. Je me suis retrouvé dans un Exécutif qui voulait tirer un trait sur le passé (tourner la page Carrard comme j'ai entendu...) et par la même stopper les projets en cours. Sans respect pour les engagements et les sommes déjà engagées aux frais du contribuable. Je ne parle pas des dédités qui peuvent encore survenir... Ce n'était pas encore une question de bilan puisque nous en étions au début, mais d'état d'esprit.

**Que pensez-vous de la manière dont travaille la Municipalité actuelle? Quel bilan feriez-vous après 4 ans de législature?**

La Municipalité actuelle avait souhaité travailler autrement. Là on peut dire que c'est réussi! La Municipalité s'est occupée au début à bouleverser les procédures et les habitudes, mais au bilan je trouve qu'il n'y a pas de

réalisation à citer. À Y-PARC les constructions sont presque toutes celles que nous avons lancées, il n'y a pas eu de construction de bâtiment nouveau, le seul plan de quartier qui a débouché sur des constructions se trouve à Clendy où pendant plus de dix ans les conseillers PS et Verts m'ont reproché par toutes sortes de moyens (diffamation presse, suspicions) de vouloir développer ce quartier où mon ancien bureau était impliqué. Ancien bureau que j'ai dû quitter lors de ma réélection en 2016, car le syndic devait être à 100%. Autre temps, autre mœurs.... Il est par ailleurs piquant de se rappeler que le choix de développer ce quartier a été fait par une Municipalité de gauche.... Quant au bilan... quel bilan?



**Quel changement feriez-vous pour cette ville?**  
Déjà un rééquilibrage des forces politiques. Il n'est pas bon de ne pas avoir de contradicteurs, et une écoute de tous les bords ce qui avait été laissé entendre et pas tenu. Ensuite arrêter de miser uniquement sur une poignée de secteurs (culture, mobilité douce, etc.) et de travailler pas pour des idées dogmatiques, mais pour le bien de tous les citoyens. Il n'est pas raisonnable de vouloir obliger les gens à vivre comme eux! Savoir recevoir les gens et les écouter...

**La Municipalité s'est occupée au début à bouleverser les procédures et les habitudes, mais au bilan je trouve qu'il n'y a pas de réalisation à citer.**

**On a l'impression qu'il y a eu une volonté de détruire tout ce qui avait été fait avant, est-ce que vous avez fait la même chose quand vous êtes devenu syndic?**

Non c'est une nouveauté comme dit plus haut, et ce n'est de loin pas une bonne idée....

**Un sujet qui intéresse beau-**

**coup les habitants d'Yverdon, c'est le sort de la Place d'Armes. Je rappelle que le projet a été lancé sous le syndic socialiste qui vous avait précédé, puis lorsque vous étiez syndic un accord gauche-droite a été conclu et signé, puis il semble que certains auraient tourné leur veste. Pourriez-vous nous expliquer en quelques lignes comment s'était conclu l'accord interpartis signé par vous et Julien Wicki en 2019 pour construire un parking de 1000 places qui aurait dû être déjà terminé? Qui étaient les protagonistes de cet accord qui semble ne plus compter aujourd'hui?**

C'est une discussion dans mon bureau de syndic entre les messieurs suivants avec leurs titres de l'époque :

- Dessemontet, Municipal PS
- Wicki, président du PS
- Roquier, président du PLRY
- Carrard, syndic

L'idée était de trouver un accord entre la gauche et la droite afin de faire avancer des projets pour la ville. L'accord consistait à proposer aux partis de soutenir la construction du parking sous la place d'Armes et la construction de la grande zone verte de dessus (vœu de la droite), et de soutenir en parallèle la construction des zones de crèches supplémentaires (vœu de la

gauche). Les deux projets étant considérés comme parfaitement soutenables, ils l'ont été. Le parking par décision du Conseil communal (seule décision valable actuellement) et les crèches car c'est le bon sens qui avait prévalu. Il faut reconnaître que la mémoire est visiblement courte...

**Comment expliquez-vous que ces gens aient tourné leur veste en brandissant une histoire de blocage du Canton, qui semble-t-il était un mensonge ou du moins présenté de manière très très inexacte?**

La particularité de cette Municipalité c'est de trouver des coupables ou des responsables en dehors de leur giron. Ce n'est pas nous c'est les autres! Mais pour en revenir à la question, le Canton n'a jamais dit non. On a présenté le projet au Canton en consultation provisoire. Un seul service sur onze à préavisé négativement en disant, à juste titre, démontrez comment vous arrivez à un besoin de 1000 places. Il suffisait de répondre à cette question. Les 10 autres services ont tous répondu positivement. Mais quand on a un projet et surtout que l'on veut le défendre, on ne se cache pas derrière la première contrariété

**Avec le Conseiller national Jean-Pierre Grin, vous êtes**

les deux personnes à l'origine du Plan d'Agglomération 4. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi après le PA3, il avait d'abord été prévu de sauter le PA4 pour un PA5 dans quelques années, puis finalement le PA4 a été lancé dans l'urgence? Quand je suis devenu syndic et accessoirement président de l'Agglo, il avait été fait le constat que nous avions fait beaucoup d'études et très peu de réalisations. Il a donc été décidé de ne pas refaire des études supplémentaires, mais de passer aux réalisations et de faire l'impasse sur le PA4. Concernant la route de contournement décidée en votation populaire en 2012, nous avons exécuté le 1er tiers avec le passage sous la voie CFF (le plus cher), et ce sans subside de la Confédération car non reconnu comme une priorité dans les projets d'agglo antérieurs. En discutant avec Jean-Pierre Grin alors Conseiller national, il nous a suggéré de quand même faire une demande de subventionnement pour la partie centrale de la route de contournement. Problème: on avait 8 mois au lieu de 5 ans. On a relevé le défi afin d'essayer de toucher des subsides de la confédération. La gauche nous a dit qu'on n'y arriverait pas. A la fin de mon mandat, on avait réussi. Pour une raison de finalisation de dossier il a été déposé par la

nouvelle Municipalité 3 mois après

**Était-il prévu de mettre dans le PA4 un plan de suppression des places de stationnement dans tous les quartiers d'Yverdon au nom du plan climat vaudois?**

Non, pas du tout.

**Était-il prévu de repousser la fin de la construction de la route de contournement à l'horizon 2035-2038 dans le PA4 que vous avez présenté à la commission du Conseil communal?**

Bien sûr que non. Il a juste été question d'essayer d'obtenir des subsides de la confédération. Accessoirement on peut très bien réaliser la fin de la route de contournement en respect de la décision populaire, comme nous avons fait pour la 1ère partie. Le fait de repousser cette construction est juste un choix politique de la Municipalité actuelle et ce en non-respect du choix des citoyens de 2012. Et de façon factuelle, ce 1er tronçon de la route de contournement est très utilisé...

**Si l'objet d'un préavis pour lequel on demande un crédit au Conseil communal change après la séance de commission, pensez-vous qu'il faudrait en informer la commission, voir le Conseil communal afin qu'ils puissent adapter les rapports et voter en connaissance de cause? Vous qui**

**êtes député Cantonal, avez-vous déjà vu ce type de pratique au niveau Cantonal?**

Evidemment si le projet change il faut au minimum en informer la commission si les changements sont extrêmement minimes, mais le mieux et le plus correct c'est de reconvoquer la commission.

**La particularité de cette Municipalité c'est de trouver des coupables ou des responsables en dehors de leur giron. Ce n'est pas nous c'est les autres!**

**Est-ce qu'il y a des choses que vous avez accomplies en tant que syndic dont vous êtes particulièrement fier?**

Oui, beaucoup de choses me rappellent de bons souvenirs. Nous avons relancé les constructions sur Y-PARC qui n'avait plus vendu de terrain depuis plus de 8 ans en créant des centaines d'emplois et plusieurs centaines de millions d'investissement, transformé le stade municipal, créé un skate parc, mis en place de bonnes relations avec les communes avoisinantes,

construit la première partie de la route de contournement, attirés de nouveaux investisseurs sur Yverdon-les-Bains, créé un poste de délégué à l'économie, priorisé 40 projets sur une foule de 300 projets afin de concentrer la force de travail des services, augmenté les investissements en faveurs de la collectivité, augmenté l'autofinancement, créé le prix culturel et sportif du Nord Vaudois, etc. Il y a aussi le fait d'avoir fait accepter à la Confédération un arrêt supplémentaire et une gare à Y-PARC. Cette gare était prévue pour 2028–2030, visiblement il n'y a pas eu le suivi nécessaire de la Municipalité actuelle pour l'avoir dans ces délais.

**Pensez-vous qu'aujourd'hui la Municipalité actuelle effraie les investisseurs privés?**

D'après ce que j'ai entendu de mes connaissances c'est certain. Ils préfèrent investir ailleurs.

**On a vu de grands projets du côté d'Y-Parc qui ont été conclu pendant que vous étiez syndic, puis qui se développent aujourd'hui, mais il semblerait que la panne s'est à nouveau produite, aucune nouvelle annonce et la seule action dont on se souvient de la Municipalité, c'est quand ils ont essayé de bloquer la construction du parking silo qui pourtant**

**est inférieur à ce que prévoyait le Plan d'Affectation.**

**Est-ce que vous partagez cette analyse? Et que pouvez-vous nous dire sur ce qui se passe ou ne se passe plus à Y-Parc?**

Comme si tout était tombé en panne. Oui ceci est aussi ma perception. Quand nous souhaitions faire venir des entreprises à Y-PARC, nous étions dans un premier temps en concurrence avec l'étranger, puis avec les autres Cantons, puis avec les autres lieux dans notre Canton. Pour qu'une entreprise choisisse Yverdon-les-Bains et le Parc, il faut de la persévérance, des atouts, faire envie, se vendre. Tout ce que la Municipalité actuelle ne fait pas. Il ne faut pas mettre des obstacles aux entreprises, mais les accompagner, leur faire comprendre que l'on souhaite qu'ils s'installent chez nous. Et mettre aussi les conditions pour se faire (prix terrain, prix énergies, rapidité de réaction, accompagnement des services. Si cela n'est pas le cas, alors quand vous vous réveillez, cela fait longtemps qu'ils auront signé ailleurs.

**Que s'est-il passé à Sport 5, et pourquoi on se retrouve dans cette situation d'arrêt de projet?**

Le projet a été mis à l'enquête en pleine période électorale, à savoir décembre suivi d'une élection en mars. Des associa-

tions issues des milieux de gauche ont fait opposition au projet, malgré un projet développé conjointement en muni. Il a été joué la montre, en plein COVID, jusqu'au changement de Municipalité, cette dernière s'empresse d'enterrer ce projet. Résultat? un beau projet en faveur du sport et de la culture, prêt d'un million mis à la casse, un investissement de 25 millions de fonds privés partis dans d'autres communes, et plus de projet en cours, plus de bâtiments à entretenir, plus de rentrées locatives. Un énorme gâchis.

**Pour qu'une entreprise choisisse Yverdon-les-Bains et le Parc, il faut de la persévérance, des atouts, faire envie, se vendre. Tout ce que la Municipalité actuelle ne fait pas.**

**Quels sont vos souhaits pour l'avenir d'Yverdon?**

Rendre Yverdon-les-Bains aux Yverdonnoises et aux Yverdonnois et que cela devienne une ville montrée du doigt comme l'exemple à suivre et non l'inverse.

**Monsieur Carrard, merci.**

# La saga du parking: le serpent de mer yverdonnois

Entre 2018 et 2019, une commission du Conseil communal s'est réunie à six reprises pour examiner le préavis PR18.26 portant sur la construction d'un parking souterrain sous la Place d'Armes, dans le cadre d'un partenariat public-privé avec le groupe Marti-Amag. Selon cet accord, l'investisseur privé prenait à sa charge les coûts de construction en échange d'un droit d'exploitation de 75 ans, avec un tarif horaire plafonné à 2 CHF.



## Une alliance politique inattendue

Le projet a suscité des oppositions, notamment de la part des Verts, bien qu'il soit ironique de noter que les travaux préparatoires qui avaient mené au plan d'aménagement de surface avaient été dirigés par une Municipale Verte. Même à droite, quelques doutes persistaient. Face à ces tensions, une alliance inédite s'est formée entre Jean-Daniel Carrard, alors syndic, et Pierre Desse-montet, aujourd'hui syndic. Ce dernier a pris l'initiative de convaincre le Parti socialiste de soutenir le projet de parking de 1 000 places en échange d'un rattrapage de l'offre parascolaire à Yverdon. Un accord interpartis a été signé par plusieurs figures politiques locales : Jean-Daniel Carrard, Jean-Claude Ruchet,

président du PLRY Laurent Roquier, et Julien Wicki, candidat socialiste à la Municipalité. L'UDC, pourtant favorable au projet, a été exclue de cet accord afin de ne pas froisser les Verts.

## Le vote du Conseil communal

Le 7 mars 2019, le Conseil communal a voté en faveur de la construction du parking, avec le soutien du PLR, du PS et de l'UDC, à quelques exceptions près. Le calendrier prévoyait une finalisation des travaux pour 2024. Suite au vote du Conseil, un délai référendaire était ouvert, permettant aux opposants de recueillir des signatures pour demander une votation populaire.

## Un compromis difficile

Les socialistes préféraient initialement un parking de 800 places, tandis que la

droite militait pour 1 100 à 1 300 places. Le compromis de 1 000 places, avec une réduction du nombre de places de stationnement en surface, était un accord centriste. Il semblait satisfaire toutes les parties, y compris l'investisseur privé, sans qui le projet n'aurait pas pu voir le jour. Cependant, le compromis s'est avéré difficile à accepter pour les Verts. Bien qu'ils aient initialement soutenu l'idée d'un parking souterrain, ils ont fini par rejeter l'idée d'un parking de 1 000 places. Certains plaisantaient que les Verts auraient préféré un parking sous-terrain avec zéro place pour les voitures et 10 000 places pour les vélos électriques.

## Une scission à gauche

Ce vote a provoqué une rupture entre les socialistes et les Verts. L'ambiance sur

«Avec le recul, les partisans du parking auraient peut-être dû provoquer un référendum spontané. Cela aurait permis aux citoyens de s'exprimer clairement, rendant le résultat moins discutable..»

la Place Pestalozzi est devenue glaciale. Un homme de gauche, Alain Doll, a eu le courage de lancer un référendum contre le projet. Mais à la surprise générale, les Verts ne l'ont pas soutenu. Pourquoi? La raison est simple : les opposants savaient que la majorité des Yverdonnois souhaitaient ce parking. Soutenir le référendum aurait été une démarche impopulaire, risquant d'aboutir à une défaite dans les urnes. Si les Yverdonnois avaient voté en faveur du parking, une future majorité de gauche

aurait été contrainte de réaliser le projet. Finalement, Alain Doll a mené son combat presque seul. Il a récolté près de 1000 signatures, ce qui est honorable, mais insuffisant. Il en fallait 3000 pour déclencher un référendum.

#### **Une décision indirecte**

La démocratie directe n'a donc pas été sollicitée. Avec le recul, les partisans du parking auraient peut-être dû provoquer un référendum spontané. Cela aurait permis aux citoyens de s'exprimer clairement,

rendant le résultat moins discutable.

#### **Les élections de 2021**

Lors de la campagne pour les élections communales de 2021, la question du parking a été habilement maniée par les partis de gauche. Certains candidats affirmaient que le projet serait poursuivi, d'autres qu'il serait réévalué. Chaque électeur pouvait entendre ce qu'il souhaitait. La conférence de presse du Parti socialiste pour les élections communales de 2021, encore disponible sur leur page Facebook, illustre bien cette ambiguïté. On y entend des positions contradictoires, mais cela s'explique par le «paradoxe du politicien», une stratégie que nous détaillerons dans le chapitre suivant de ce feuillet, ainsi que dans l'article du même nom.

## **Mes engagements pour la mobilité**

*Si la population d'Yverdon décide de m'élire dès le 1er tour à la Municipalité, j'aurais alors la légitimité démocratique pour réclamer le département de la Mobilité, en plus d'un autre dicastère.*

### **Voici les points sur lesquels je vous promets de me battre :**

- Gel du nombre de places de parc, plus aucune place supprimée sans compensation tant dans nos quartiers qu'au centre-ville.
- Modification du Projet d'Agglomération 4 et annulation des objectifs de suppression de places de parc introduits sans transparence démocratique.
- Développement des axes de mobilité douce le long des canaux, ce projet est gelé dans les lymbes de l'AggloY, il faut l'en sortir.
- Retour de la gratuité de l'heure de parking à midi, afin de soutenir nos travailleurs et nos bistrotts.

# Comment ne jamais être responsable : le paradoxe du politicien

Il y a-t-il une prime à l'honnêteté en politique? Et bien malheureusement non, il se pourrait même bien que ce soit exactement l'inverse, Tenir sa parole ne paie pas, surtout quand tout ce qui compte est un fauteuil. Petite illustration.



Imaginons que l'on vous invite à voir le spectacle de gymnastique du village dans 18 mois. Vous acceptez l'invitation, vous vous engagez à y aller, peut-être un peu pour faire plaisir, mais accepter des invitations dans très longtemps, après tout, ça apporte des bénéfices de court terme qui ne coûtent pas grand-chose. 17 mois plus tard, voilà que l'on vous offre des billets VIP avec accès aux coulisses pour aller voir un concert de U2 le même soir. En plus de ça, c'est la personne avec qui vous espérez partager votre vie qui vous offre ces billets.

## Que faites-vous face à un tel choix?

Option 1 : vous pouvez renoncer à l'invitation, tenir votre engagement pour le spectacle de gym et peut-être laisser passer l'amour de votre vie.

Option 2 : vous pouvez aller au concert et ne pas aller au spectacle de gym du village, vous passerez pour quelqu'un de peu fiable, voir sans parole dans votre village, ce qui peut être embêtant si vous êtes Municipal et que vous ambitionnez une longue carrière politique.

Option 3 : vous pouvez trouver une excuse, un «événement imprévu», des «circonstances indépendantes de votre volonté», qui vous mettent dans l'incapacité de tenir votre engagement d'aller au spectacle de gymnastique. Ainsi, vous allez au concert et le village ne vous en voudra pas d'avoir manqué le spectacle.

L'option 3 est vraiment la solution idéale quand on cherche à plaire à tout le monde et qu'on manque de courage et d'éthique, mais elle comporte des risques. Imaginez qu'en-

suite vous apparaissez sur des stories au concert avec Bono qui chante en arrière-plan, alors que vous êtes sensé être auprès de votre grand-mère mourante... Vous aurez un résultat bien pire qu'en ayant dit la vérité.

Nous sommes beaucoup à penser qu'il vaut mieux opter pour la vérité et tenir ses engagements et si les circonstances changent, assumer la responsabilité de choix devenus différents. Malheureusement le monde politique ne fonctionne pas ainsi.

## Dire ce que les autres veulent entendre?

«L'homme politique qui gagne, n'est pas forcément celui qui est le plus franc et le plus honnête.»

L'homme politique qui gagne, n'est pas forcément celui qui est le plus franc et le plus honnête. C'est celui qui plaît au plus de monde lors de l'élection, qui va forcément décevoir des gens, mais celui qui arrive à dire aux plus de gens possible ce qu'ils veulent entendre avant d'être élu, même si c'est contradictoire, s'il ne s'adresse pas au même moment à ces différents publics, ça passera.

Ensuite l'homme politique qui gagne inventera des excuses en temps voulu pour ne pas tenir ses promesses, par exemple la pandémie, l'inflation, un

recours contre lequel il n'y aurait «aucune chance», sans même avoir essayé, une opposition du Canton, l'Association Transport et Environnement, la guerre en Ukraine, l'opposition d'un fonctionnaire Cantonal ou communal que personne ne connaît... Il pourra ensuite si certains doutent, conforter sa position et surtout son innocence, en demandant un avis de droit, en lançant un audit, en mandatant une nouvelle étude...

Tout ceci évidemment en choisissant un prestataire de confiance. Après ça, il n'y aura plus qu'à réunir

de nouvelles commissions parlementaires et au bout d'un moment tout le monde aura oublié de quoi il était question.

Il aura eu le beurre et l'argent du beurre, quand l'élu trop honnête lui aura dû choisir entre sa carrière politique et le concert de U2 avec peut-être l'amour de sa vie. En revanche, si un jour les électeurs se rendent compte qu'ils se font rouler et qu'ils décident de récompenser le courage, la franchise et la constance, la carrière politique de l'élu qui fait le troisième choix se terminera rapidement.

# Passons à un Programme système d'aide au logement

L'aide au logement est un outil bien plus efficace et humain que les appartements subventionnés, qui, trop souvent, créent des ghettos de pauvreté. Ces logements imposent aux bénéficiaires de déménager dès que leur situation financière s'améliore, ce qui désincite à travailler et entrave l'ascension sociale. À l'inverse, l'aide au logement permet de compléter le loyer sur l'ensemble du marché locatif, offrant

ainsi une solution flexible qui s'adapte aux besoins réels des ménages. Cette approche évite les dérives bureaucratiques, comme celles observées récemment avec l'office du logement du JECOS.

Actuellement, Yverdon consacre à peine 150'000 francs par an à l'aide au logement, et le règlement qui encadre cette aide n'a pas été revu depuis 15 ans. En outre, les foyers sans enfants ne peuvent y pré-

tendre, ce qui exclut dès lors nos retraités. Or, face à la menace d'une crise sociale provoquée par les hausses de loyers liées aux rénovations énergétiques, il est urgent d'agir. Des mesures adaptées doivent être mises en place pour permettre aux familles yverdonnoises les plus précaires de rester dans leur ville, préservant ainsi la mixité sociale et la cohésion du tissu urbain.

# Politique de la drogue : aider les gens à s'en sortir

Il faut réformer en profondeur la politique de la drogue pour une meilleure application de la politique des 4 piliers. L'approche dominée par la médication et par la concentration des toxicomanes dans des lieux comme Zone Bleue n'aide pas les gens à s'en sortir, mais contribue à les asservir.



Raoul, ex-toxicomane d'Yverdon

Si le combat contre le deal de rue est une priorité évidente, une politique de la drogue ne peut se limiter à la seule répression. La Suisse applique le modèle des «4 piliers», mais l'application déséquilibrée de ces piliers engendre des effets nuisibles.

Les structures dites d'accueil à bas seuil, comme Zone Bleue ou les salles d'injection, prennent une place démesurée. Devenues une industrie, elles agissent parfois comme des incubateurs à toxicomanes. Sous prétexte de réduction des risques, elles maintiennent les personnes dans un environnement toxique. Or, tous les anciens toxicomanes le disent : pour sortir de la dépendance, il faut quitter son milieu et cesser de fréquenter d'autres toxicomanes.

## Une approche centrée sur l'abstinence

Nous devons proposer des thérapies axées sur l'abstinence, avec des séjours de rupture loin de l'environnement habituel, pour permettre aux personnes de réapprendre à vivre sans substances addictives. Malheureusement, les centres de désintoxication axés sur l'abstinence sont rares. La plupart préfèrent la substitution, remplaçant les drogues illégales par des médicaments, laissant les toxicomanes dépendants de deux systèmes : les trafiquants et les laboratoires.

Un ancien toxicomane témoignait que la prison était son seul salut, car elle l'avait contraint à un sevrage complet. Pourtant, les centres de désintoxication devraient remplir ce rôle. Mais forcer quelqu'un à ar-

rêter de consommer est aujourd'hui perçu comme une atteinte aux droits de l'homme. En cas de difficulté, la réponse systématique reste la prescription de psychotropes, ajoutant une nouvelle addiction.

## Réapprendre à vivre sans dépendances

Sortir de la dépendance implique de réapprendre à vivre autrement. Les schémas addictifs sont souvent une fuite face à un traumatisme. Le véritable remède est d'aider les gens à retrouver confiance en eux et un sens à leur vie.

Malheureusement, une partie de l'industrie présente la dépendance ou l'obésité comme des maladies, laissant croire que les solutions viendront de traitements pharmaceutiques. Or, si ces conditions peuvent être qualifiées de



maladies, leur guérison repose en grande partie sur la volonté de la personne.

Aider les gens à découvrir leurs propres ressources pour changer leur vie n'est pas rentable pour l'industrie. Mais c'est la clé pour redonner espoir et autonomie.

**Une société dépendante**

**est plus facile à contrôler**

Une population dépendante à la drogue, aux jeux, aux médicaments, ou aux réseaux sociaux est plus facile à contrôler. Cela profite à de nombreuses industries. Ceux qui échappent eux-mêmes aux dépendances se retrouvent souvent accaparés par la prise en charge d'un proche dé-

pendant.

Aidons les gens à sortir de cet esclavage des dépendances, au lieu de les transformer en esclaves d'un système qui prospère sur leurs faiblesses. La véritable liberté passe par la capacité à vivre sans chaînes, qu'elles soient imposées par la drogue ou par des institutions.

# (Cancel) Culture: populaire et non-partisane

Programme

Outre l'envoi au cimetière du Monument aux Morts et le drapeau ukrainien, peu de sujets divisent autant les Yverdonnois que celui de la culture subventionnée. L'un des projets phares de la Municipale de la Culture, Carmen Tanner, a été la «professionnalisation» de la culture.

Mais qu'entend-on par là? Professionnaliser la culture signifie-t-il qu'elle était auparavant le fait d'amateurs? Depuis qu'elle gère ce dossier, la Municipale a remplacé toutes les têtes dirigeantes. Aujourd'hui, chacun peut juger du résultat.

N'étant qu'un amateur de culture, je ne prétends pas évaluer cette politique

académiquement. Cependant, la baisse de fréquentation des activités culturelles subventionnées est difficile à ignorer.

Le montant des subventions ne semble pas lié au succès public des projets. Certains y voient une proximité idéologique avec les Verts ou du copinage. Je préfère rester prudent sur ces accusations.

Des événements populaires comme le rendez-vous des terrasses, l'Urban Project, la fête du 1er août à la plage ou les Brandons reçoivent des subventions modestes, comparées à celles accordées à certains membres de l'Association Action Culture (FAC), présidée par

le député Vert Théophile Schenker.

Si j'étais membre de la Municipalité, je m'emploierais à assurer une répartition plus équitable des subventions pour éviter tout soupçon de favoritisme.

En tant que Municipal de la Culture, je lancerai un chantier de «déprofessionnalisation». Mon objectif serait d'ouvrir le soutien public à davantage d'amateurs talentueux et de promouvoir plus de manifestations populaires. Une culture inclusive doit encourager la participation de tous, et non se limiter à un cercle restreint de professionnels.

# «Quand le cauchemar ne s'arrête pas...»

Lorsque je me suis mise en couple avec lui, je savais qu'il était trafiquant de drogue. Pendant le début de notre relation, il m'avait promis qu'il allait changer, et j'ai voulu croire en ses paroles. Mais la réalité m'a rapidement rattrapée. Pendant ma grossesse, il est devenu de plus en plus violent. J'ai alors pris la décision de le quitter pour protéger mon enfant et moi-même.

Je pensais que cette séparation marquerait la fin de mon calvaire, mais c'était loin d'être le cas. Depuis, il n'a cessé de me harceler par tous les moyens possibles. À travers son avocat, il m'accuse constamment de choses fausses et graves. Il a même accusé un colocataire et un ex-compagnon – qui désormais ne peut plus sortir de chez lui, car tout le monde le pense pédophile – d'avoir abusé de mon enfant. Il ne s'arrête pas là : il accuse systématiquement toute personne qui entre dans ma vie d'être pédophile ou de se dro-

guer. Chaque fois que j'ai l'opportunité de retrouver une certaine stabilité ou de construire une relation, il trouve un moyen de détruire ce semblant d'équilibre.

J'ai dû déménager plusieurs fois, d'abord à cause de son harcèlement incessant, mais aussi pour ma sécurité et celle de mon enfant, face aux menaces qu'il continue de proférer. Ces déménagements sont éprouvants, autant psychologiquement que matériellement, mais ils sont devenus nécessaires pour tenter de retrouver un semblant de tranquillité.



Malgré tout, je fais tout ce qui est en mon pouvoir pour protéger mon enfant. Mais ce n'est pas facile de lutter face à une personne aussi déterminée à nuire. Il tente de briser mon entourage, d'isoler les personnes qui me soutiennent, et sa capacité à manipuler les autres est terrifiante.

Je partage ce témoignage pour montrer à quel point il est difficile de reconstruire une vie sereine face à ce genre de harcèlement. Chaque jour est une bataille, mais je refuse de baisser les bras. Ce combat, je le mène pour moi, mais surtout pour mon enfant, pour lui offrir un avenir malgré tout ce que nous traversons.

«il accuse systématiquement toute personne qui entre dans ma vie d'être pédophile ou de se droguer.»

# La saga du parking: la Municipalité aurait-elle menti?

Analyse

Chapitre 3



## La Municipalité a-t-elle menti?

En 2021, le Parti socialiste, les Verts et leurs alliés d'extrême gauche ont remporté les élections municipales, et la nouvelle Municipalité a pris ses fonctions en juillet de cette même année.

Début de 2022, beaucoup pensaient encore que l'accord PLR-PS conclu lors de la précédente législature serait respecté, malgré l'alternance politique. Après tout, le projet de parking sous la Place d'Armes était le fruit d'un compromis gauche-droite, initié par une majorité rose-verte. De plus, le contrat avec le constructeur avait été signé après le vote favorable du Conseil communal et l'échec du référendum et une rupture de contrat impliquait des millions de pénalité. Cependant, le dossier semblait s'enliser. La Municipalité avait également signé un accord controversé avec l'Association Transport et Environnement (ATE), qui suscitait des inquiétudes.

Certains élus, notamment les Verts libéraux, redoutaient que la ville ne se retrouve prise en otage par une association de lobbying sans aucune légitimité démocratique.

## Les commerçants se mobilisent

Alors que des rumeurs circulaient au sein du Parti socialiste, affirmant que le projet de parking était bloqué par le Canton, une pétition en faveur du parking a été lancée par les commerçants de la ville. En seulement deux mois, elle a recueilli 3 700 signatures.

En avril 2022, après une déclaration publique d'une Municipale affirmant que le Canton aurait refusé le projet, Laurent Roquier, ancien président du PLR, a déposé une interpellation au Conseil communal pour demander des clarifications. Il exigeait notamment la transmission du document Cantonal et voulait savoir si le refus était définitif. La Municipalité a mis plusieurs mois à répondre.

En été 2022, la Municipali-

té a affirmé que toutes les informations utiles étaient contenues dans sa réponse, refusant de transmettre le document Cantonal.

À la question de savoir si le rapport du Canton bloquait le projet, la Municipalité a répondu par des circonvo-lutions : «*Il existe un risque très important qu'au terme de la procédure, les plans ne soient pas approuvés par le Canton.*» En résumé, le projet n'était pas bloqué, mais la Municipalité préférait ne pas prendre de risque, vu autrement, elle avait renoncé devant un mini obstacle qui l'arrangeait.

## Un projet réduit et controversé

En novembre 2022, la Municipalité annonçait qu'elle poursuivait le projet de parking, mais en présentant une version réduite à 430 places, bien loin des 1 000 places prévues initialement dans l'accord de 2019. Cette réduction soulevait des questions : pourquoi réaliser un parking de 430 places pour remplacer les 800 places en surface? Ce projet semblait voué à

## «Si un fonctionnaire Cantonal veut favoriser les commerces de Chamard au détriment de notre centre-ville, on attend de notre Municipalité qu'elle se batte pour nos commerces et non qu'elle s'allie contre eux.»

l'échec, donnant l'impression que la Municipalité présentait à dessein un projet dont personne ne voudrait. On était en tout cas très loin de l'accord de 2019 nommé « Un pas commun pour le future d'Yverdon-les-Bains » que le PS avait conclu et signé avec le PLR pour la réalisation d'un parking de 1000 places.

### La vérité révélée

Sous la pression des médias et de l'épée de Damoclès de la loi sur la transparence, la Municipalité a finalement publié le document Cantonal de 28 pages, daté de juin 2021. Ce document contenait des avis d'une dizaine de services du Canton. Il demandait certaines précisions, notamment sur les nuisances sonores et l'ajout de végétation aquatique, mais rien d'insurmontable.

Difficile de comprendre que rien n'avait été fait en près de 2 ans pour clarifier ces demandes de précisions. Toutefois, le rapport soulevait des objections plus surprenantes sur la mobilité. Par exemple, il suggérait de tenir compte

de la zone commerciale de Chamard pour le développement du centre-ville d'Yverdon, au nom du «plan climat». En d'autres termes, il sous-entendait que les commerces du centre-ville pouvaient être abandonnés au profit des zones commerciales périphériques de la commune voisine.

### Conclusion

La Municipalité n'a pas menti, mais elle a caché la vérité le plus longtemps possible.

Plutôt que de contester les demandes irrationnelles du Canton, elle a préféré se soumettre. Si vraiment le Canton nous avait demandé de sacrifier notre centre-ville au profit de la zone commerciale en Chamard, voilà qui méritait que nos autorités se battent plutôt que de cacher les choses après 2 ans.

Nous avons ici un parfait exemple du paradoxe d'une écologie dogmatique. La mise en œuvre de la doctrine des «villes sans voiture» dans de nombreuses petites villes françaises a systématiquement conduit au même résultat : les

centres-villes se vident, au profit de vastes zones commerciales en périphérie, accessibles uniquement en voiture.

Ce modèle bénéficie avant tout aux grandes chaînes de distribution, au détriment des petits commerçants locaux, tout en générant davantage de trafic et en accélérant l'étalement urbain. Une approche qui prétend réduire l'empreinte écologique, mais qui, en réalité, aggrave les problèmes qu'elle prétend résoudre.

Nos autorités devraient défendre les intérêts de la ville et de ses commerçants. Au lieu de cela, elles ont accepté des arguments qui condamnent le centre-ville au profit des zones commerciales avec parkings d'autres communes.

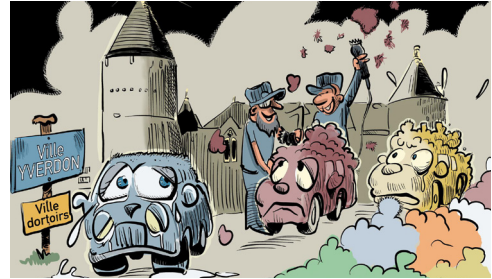
Il est temps d'élire des responsables politiques qui tiennent parole et qui se battent pour les habitants, plutôt que de se soumettre à des idéologies bureaucratiques qui se battent pour les habitants et pour les commerçants, plutôt..

**Consultez à l'aide du QR code le communiqué de presse «Un pas commun pour le futur d'Yverdon-les-Bains» annonçant l'accord entre le PS et le PLR.**



# La lutte contre l'automobile, une menace pour la cohésion sociale

Yverdon est une ville à la campagne, nous ne dépendons pas seulement du point de vue alimentaire des habitants de la campagne, mais aussi du point de vue économique et fiscal.



Au Moyen-Âge, les bourgs étaient entourés de remparts et Yverdon n'y faisait pas exception, ces remparts séparaient les habitants des villes de ceux de la campagne, qui étaient considérés comme des êtres inférieurs et peu éduqués, mais juste bon à produire la nourriture de la ville.

La politique anti-automobile, fruit de l'esprit de citadins qui se considèrent comme les phares du progressisme, est quelque sorte un retour à cet esprit du Moyen-Âge. Dans le cas d'une ville à la campagne comme Yverdon-Bains, c'est aussi une forme de suicide à terme, car nous dépendons de notre campagne et nous devons vivre avec et non pas sur son dos.

Le politique de suppression de places de parc, de

généralisation de zones 30, de pose de radars parfois sournoise, de moissonnage d'amendes de stationnement, ce n'est pas seulement une politique contre nos campagnes, mais c'est une attaque contre tous ceux qui n'ont pas le choix de se passer de l'automobile, de par leur profession, leur lieu d'habitation ou leur état de santé.

C'est donc une attaque tant contre les travailleurs, que contre les habitants de la campagne, les personnes à mobilité réduite ou les familles et non pas juste une politique de punition contre des citoyens «réactionnaires» qui résisteraient à la religion verte, en persistant à posséder

une automobile, parce qu'elle représente pour eux la liberté ou simplement un plaisir.

Il est souvent facile de se passer de voiture quand on est célibataire et c'est au moment d'avoir des enfants que beaucoup de foyers optent pour une automobile, synonyme de flexibilité, d'économie de temps et de baisse du stress.

Ce n'est pas le choix de toutes les familles, mais il ne viendrait à l'idée de personne de vouloir obliger ceux qui n'en veulent pas à posséder une automobile, la réciproque par contre est moins vraie et a déjà pour effet de chasser des familles vers la campagne,

«Cette politique de bunkerisation des villes va creuser le fossé ville-campagne»



nous l'avons vu ces dernières années.

Le résultat d'une politique d'écologie punitive, risque d'être la mort de nos centres-villes au profit du développement de commerces de périphérie, du départ de familles et de travailleurs de notre ville, tandis que l'usage de l'automobile deviendra lui au contraire un symbole de résistance.

Cette politique de bunkerisation des villes va creuser le fossé ville-campagne, tout en loupant complètement ses prétendus objectifs climatiques, puisque les gens feront plus de kilomètres en voiture.

Au nom du plan climat vaudois, il a été instauré à l'insu du Conseil communal dans le Plan d'Agglomé-

ration 4, un objectif massif de suppression des places de parc partout dans notre ville et on les voit disparaître au moindre prétexte sans jamais être compensée.

Yverdon pour tous, c'est une politique pour tous. C'est une politique inclusive pour tous les habitants de notre ville, ainsi que tous les usagers de notre ville, sans les juger sur leur véhicule.

### **Geler le nombre de places, une bonne idée?**

Aujourd'hui il faut donc geler le nombre de places de parc sur l'espace public à Yverdon et compenser les places supprimées et si ça requière de réviser le PA4, faisons-le. Tout ceci évidemment n'empêche aucunement de continuer à développer les axes de mobilités douces sur les

canaux, voir de développer des projets d'autoroute à vélo sur des sites propres, comme le demandait le postulat Loperetti-Ramchurn il y a quelques années.

Cessons la guerre des transports, cessons la guerre contre les habitants de la campagne, cessons la guerre contre l'automobile et menons une politique de mobilité inclusive dans notre ville en gelant le nombre de place de stationnement sur l'espace public.

**«Pour soutenir nos travailleurs et nos bistrotts : retour de la gratuité du parking à midi!»**

# Interview de Christophe Loperetti :

Interview



Christophe Loperetti  
ex-président UDC  
Yverdon

Christophe Loperetti a commencé la politique comme Conseiller Communal Socialiste, puis a été candidat au Grand Conseil sous les couleurs de l'UDC et même président de la section yverdonnoise. Aujourd'hui cet ex-politicien est peut-être l'homme plus affranchi des sectarismes gauche-droite. Il accepte pour nous de revenir sur son parcours politique.

Bonjour Christophe Loperetti. Pour commencer, comment allez-vous depuis que vous avez quitté la scène politique? Voulez-vous nous dire quelques mots sur les raisons de votre départ?

Je me porte à merveille, merci. Une vraie renaissance post-politique.

Si j'ai quitté la politique, c'est parce que je m'éloignais du but initial. Avant de m'engager, je détestais la politique et ne comprenais pas ceux qui l'aimaient. Je voyais un monde d'ambitions personnelles éloigné du bien commun. À 28 ans, j'ai décidé de dépasser mes préjugés et d'agir pour ne pas laisser la place aux seuls ambitieux. Mon engagement visait à lutter contre l'injustice et améliorer le quotidien des personnes qui en ont le plus besoin.

**Prendre la défense des**

**personnes vulnérables, se battre pour la justice, ce sont de nobles idéaux. Vous avez trouvé satisfaction?**

Malheureusement, la réalité est bien loin de l'utopie. Lors de mon combat sur l'affaire de l'office du logement en 2020, j'ai dû affronter mon propre parti, le PS à l'époque, pour qu'ils appliquent leurs valeurs prétendues : la protection des femmes victimes d'abus. Plutôt que de régler le problème, ils ont préféré me faire passer pour l'homme à abattre. En changeant de parti, certains amis se sont retournés contre moi. J'ai alors compris la perversité de la politique et des partis, des structures sectaires où on suit une ligne dictée par les chefs. La seule différence avec les Raéliens, c'est qu'il n'y a pas d'extraterrestres et que c'est moins

fun. (rires).

**Le candidat à la Municipalité Mergim Dibrani aurait eu des ennuis après son départ du PS, avec une plainte de leur part.**

**Le PS affirme qu'il a été exclu, tandis que lui prétend avoir démissionné. Vous-même avez quitté le PS en 2020. Avez-vous subi des représailles?**

Professionnellement, oui. Je suis éducateur et j'ai une association qui aide des

**Parler de féminisme tout en me demandant de me taire sur des abus sexuels pour ne pas nuire aux élections m'a mis hors de moi!**

jeunes en rupture. Après mon départ du PS, tout est devenu très compliqué : perte de mandats, obstacles dans mes projets. Le social dans ce Canton est quasi exclusivement contrôlé par le PS. Pour travailler, il faut être de leur bord, un peu comme la culture à Yverdon (*rires*).

**Le président du POP vaudois disait récemment que les changements de parti pourraient devenir une mode à Yverdon-les-Bains. Vous avez commencé au PS, été élu sous les Verts Libéraux, puis avez rejoint l'UDC. Pourquoi ces changements de parti?**

La dissonance entre les valeurs du PS et la réalité m'a fait partir. Parler de féminisme tout en me demandant de me taire sur des abus sexuels pour ne pas nuire aux élections m'a mis hors de moi! Ce n'était qu'une partie de leur incohérence. Beaucoup prônent l'écologie punitive tout en prenant

l'avion, avec leurs postes de cadres et leurs appartements en centre-ville, pendant qu'ils veulent empêcher les ouvriers de se déplacer en voiture.

**Vous voulez dire qu'ils sont déconnectés?**

Ils créent une élite bien payée et souvent inutile, financée par le contribuable, qui prône l'écologie pendant que les travailleurs accablés par les taxes ne peuvent plus partir en vacances. Eux, avec leurs gros salaires, continuent tranquillement. C'est une nouvelle aristocratie prétendant défendre le peuple tout en profitant de privilèges. Un exemple : leur totem fétichiste, le fameux pied lumineux du collège des rives à 300'000 balles sous prétexte de culture populaire. Et on doit éteindre la lumière la nuit pour compenser sa consommation (*rires*).

**Pourquoi être allé chez les Verts Libéraux?**

J'ai toujours été sensible à l'écologie. J'ai rencontré Isabelle Chevalley, que j'apprécie beaucoup. Malheureusement, j'arrivais en période de putsch, avec une prise de pouvoir par une génération proche de la gauche. Puis la gestion du Covid et leur position liberticide m'ont fait partir.

**Pourquoi l'UDC?**

Pendant le Covid, j'ai admiré le courage d'Ueli Maurer. Son discours m'a séduit. L'UDC est de loin le parti le moins sectaire. On peut s'y exprimer librement. Ce fut ma meilleure expérience.

**Pourquoi avoir quitté la politique?**

J'étais trop idéaliste. Je me bats pour des idées, pas pour des ambitions. Cela ne reflétait plus qui je suis et j'ai compris que c'est par d'autres moyens dont mes activités professionnelles que j'arriverais à apporter ma pierre à l'édifice.

**Merci Christophe**



**Vous souhaitez nous soutenir?**

Association Yverdon Citoyen  
1400 Yverdon-les-Bains  
CH23 0076 7000 Z565 9625 8



Yverdon pour Tous



[www.yverdonpourtous.ch](http://www.yverdonpourtous.ch)